



Compte-rendu de l'atelier de concertation du 25 juin 2018

Arzacq-Arraziguet

1) Introduction

Dans le cadre de l'étude prospective Adour 2050, portée par l'Institution Adour avec le soutien de l'agence de l'eau Adour-Garonne et des régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, un atelier mobilisant les acteurs du territoire a été organisé le 25 juin 2018 à Arzacq-Arraziguet pour présenter les scénarios alternatifs retravaillés avec le comité technique et affiner la méthodologie à mettre en œuvre pour expliciter les impacts potentiels attendus de ces scénarios.

Cet atelier a mobilisé une trentaine d'acteurs du territoire (voir liste des participants en annexe). Il a permis d'aborder les points suivants :

- 1) La présentation des **scénarios alternatifs** construits à partir des contributions des acteurs lors de l'atelier de février 2018 ;
- 2) La présentation de la méthodologie utilisée pour expliciter **les impacts potentiels** sur la gestion de l'eau et les indicateurs socio-économiques proposés par le comité technique de l'étude et soumis aux élus – et les pistes d'amélioration de cette méthodologie en ce qui concerne les impacts à prendre en compte, les indicateurs clés à estimer et les pondérations permettant de combiner les impacts attendus en indicateurs clés ;
- 3) Le/les scénario/ii qui **semblaient le plus souhaitable**, et des premières pistes d'organisation qui permettraient de l'atteindre ou de les atteindre.

Ce compte rendu présente les résultats de l'atelier, en particulier les résultats des travaux des groupes, ainsi que leur **synthèse**.

2) Les scénarios alternatifs

La présentation des scénarios alternatifs a conduit à une série de questions-réponses permettant de mieux comprendre la philosophie et la logique de chaque scénario. En particulier :

- Pour le scénario « Rebond économique aux dépens de l'agriculture » – la baisse de -30% s'applique au nombre d'exploitations et non à l'activité agricole.
- Clarifier ce qu'on appelle « agriculture écologiquement intensive » (faire un encadré spécifique sur ce terme dans le rapport de Phase 2, sans changer le texte même décrivant les scénarios qui utilisent ce terme) et bien expliciter si ce terme fait référence à des objectifs de rendement ou de revenu agricole.

- Parler de l'importance des modes de consommation alimentaire dans les moteurs des scénarios.
- Expliciter les implications concrètes qui découlent d'une implication plus forte de la puissance publique (mobilisation de ressources financières, accompagnement des entreprises, labellisations, etc).
- Préciser la construction du revenu agricole selon les scénarios : ses évolutions sont-elles dépendantes des rendements, des subventions, des prix des productions ?
- Expliciter les dimensions « multifonctionnalité » (y compris pour alimentation et santé) et « circularité » dans le scénario « l'environnement au service du développement » - d'une manière plus générale, mieux expliciter la différence entre ce scénario et le scénario « les activités qui préservent l'eau ».
- La référence à l'évolution future du financement de la Politique Agricole Commune (PAC) semble trop incertain (pas assez réaliste) pour être pris en compte dans l'élaboration des scénarios. De plus, la description n'est pas homogène entre scénarios (on parle tantôt du 1^{er} pilier, tantôt du 2nd).
- Bien distinguer dans la rédaction des scénarios les prélèvements en eau (effectifs) et les besoins (satisfaits ou non). Selon les scénarios, les besoins peuvent être en augmentation sans que les prélèvements le soient (restrictions d'usage).
- Parler d'avantage du retour sur investissement, les scénarios ne mentionnent que trop les dépenses / coûts.

En ce qui concerne la construction même des scénarios, l'ensemble des scénarios est construit sur l'hypothèse d'un **Débit Objectif d'Etiage (DOE** – débit seuil de gestion au dessus duquel l'ensemble des usages de l'eau sont satisfaits) identique à la valeur actuelle. Hors, la modification même des valeurs seuils qui caractérisent le DOE est un élément qu'il sera important d'analyser /de considérer dans le cadre de cette étude au moment d'identifier des adaptations possibles qui permettraient de mieux prendre en compte les changements globaux et climatiques.

Il est rappelé que les scénarios alternatifs sont **évalués par rapport à la situation actuelle** (amélioration ou dégradation par rapport à l'existant) et non par rapport au scénario tendanciel. En effet, le scénario tendanciel peut conduire à une situation qui se détériore, et évaluer positivement un scénario alternatif par rapport à cette référence ne permet pas de comprendre si la situation (de l'eau, de l'environnement, de l'économie) s'améliore par rapport à ce que les acteurs connaissent aujourd'hui de leur territoire.

3) Quels impacts potentiels attendus ?

Les synthèses des discussions et messages clés issus des trois groupes sont présentés ci-dessous.

A) Groupe 1

Les discussions sur les **relations de causalité entre différents facteurs et les indicateurs finaux** ont souligné : (a) l'importance de proposer des intitulés neutres des différents facteurs (pouvant potentiellement évoluer positivement ou négativement selon les scénarios) ; et (b) d'explicitier les facteurs clés issus des scénarios déjà pris en compte (dans le cadre de l'outil développé par la CACG) pour estimer l'impact potentiel des scénarios sur les indicateurs de gestion (référence dans les discussions à la manière dont la performance des systèmes d'assainissement ou les mesures conduisant à favoriser l'infiltration/la rétention sont pris en compte dans le modèle ou dans l'estimation des indicateurs choisis). Elles ont permis de faire émerger des composantes ou facteurs manquants dans ces diagrammes, en particulier :

- Intégrer le facteur santé (non explicite à ce jour)
- Prendre en compte dans la définition du critère « conflit d'usages »
 - le risque inondation
 - l'hydroélectricité (articulation entre objectifs eau et objectifs énergies renouvelables => conflits entre deux politiques) dans la définition du risque de conflit
 - les aspects qualité (à noter : ceux-ci sont bien pris en compte dans l'établissement de la note proposée pour le critère « conflit d'usages », mais n'ont pas été explicités dans le diagramme présentant les relations de causalité)
- Assurer que les impacts de l'état quantitatif sur le tourisme – en particulier via les impacts sur la production de neige de culture et le tourisme d'hiver – sont bien pris en compte dans l'estimation des scores pour les impacts sur l'emploi
- Intégrer la manière dont les pratiques agricoles mais également l'importance de circuits courts, impactent la production agricole (et le revenu ?) et donc l'emploi sur le territoire
- Assurer que le lien entre biodiversité (biens et services fournis par les écosystèmes) et emplois soit bien présent dans les diagrammes
- Impacts de l'inondation sur les secteurs économiques, et donc de l'emploi à expliciter.

Des propositions d'indicateurs nouveaux/adaptés ont été faites par le groupe. En particulier :

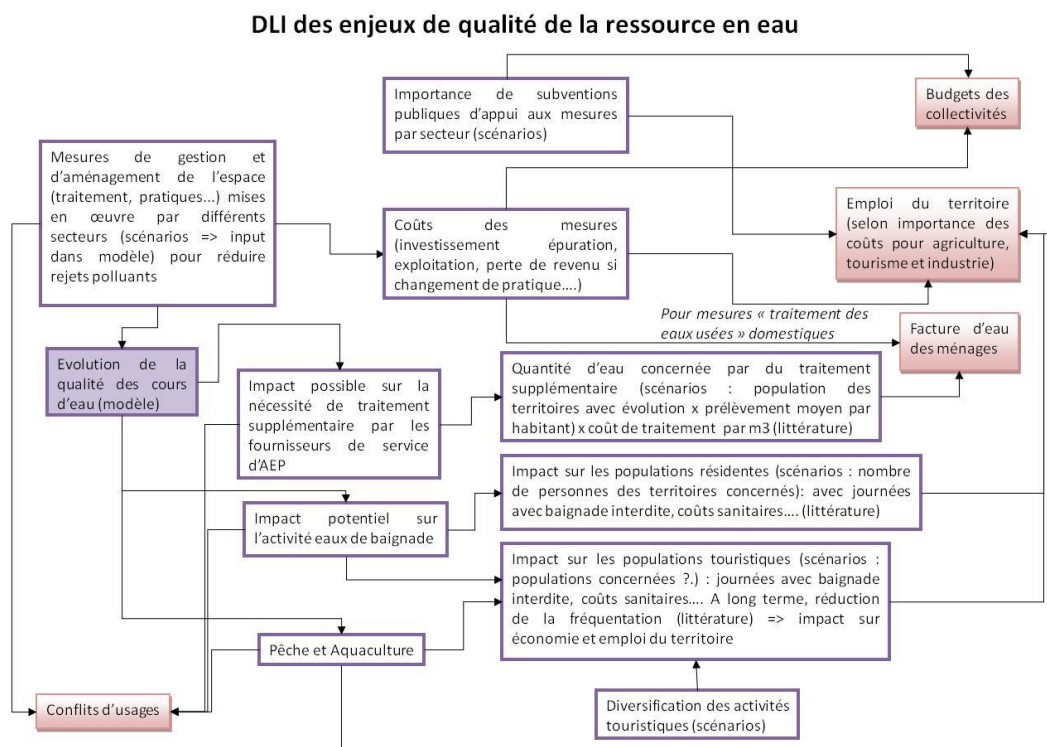
- Un indicateur qui explicite les implications des scénarios pour la **santé**
- Un indicateur appréhendant la « **valeur ajoutée/marge** » (ou retour sur investissement) des acteurs économiques (y compris la capacité de tel ou tel scénario à « conserver » la valeur et les marges dans le cadre de circuits courts entre élevage/cultures par exemple sur le territoire)
- Un indicateur appréhendant la **redistribution** des charges et des coûts entre les usagers/acteurs (y compris agriculture et industrie) et la **capacité** (de financement/autofinancement)/**responsabilisation** des acteurs et du territoire/responsabilisation à prendre en charge les coûts de sa politique de l'eau. Un tel indicateur semble plus pertinent au regard des enjeux futurs de financement de la politique de l'eau et de culture/philosophie (solidarité/partage) que l'indicateur « prix de l'eau » qui

n'aborde que le petit cycle de l'eau. Il pourrait permettre également d'aborder la capacité à inciter à changer de pratique (voir cependant comment de tels éléments peuvent être pris en compte/abordés dans le travail mené dans le cadre de la phase 3 sur « comment s'organiser pour converger » vers le scénario qui sera jugé le plus acceptable/souhaitable).

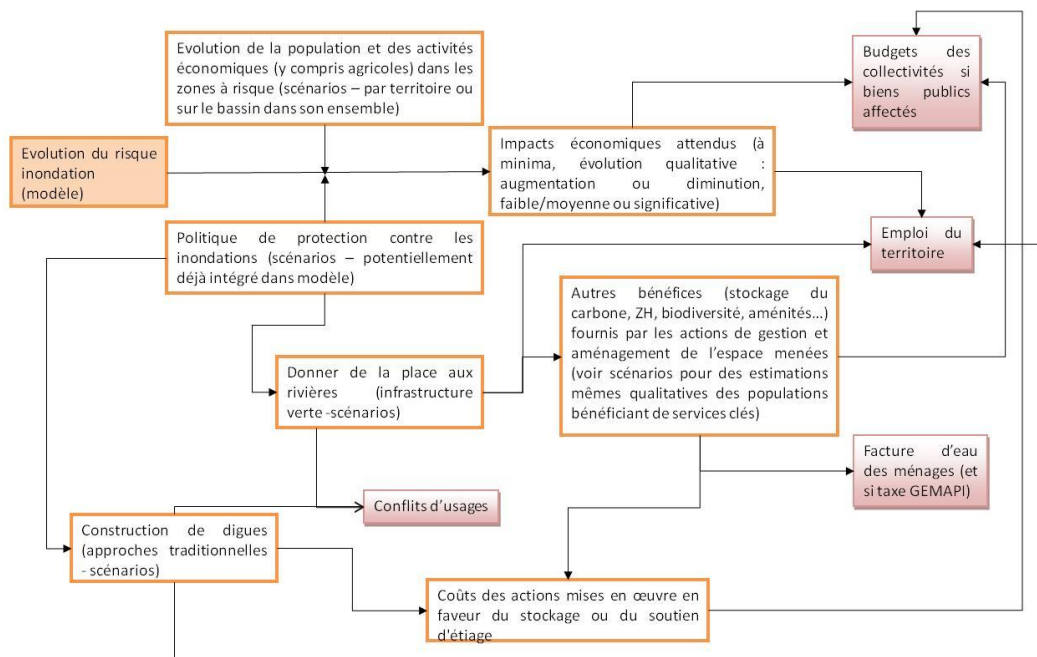
En ce qui concerne les **pondérations** :

- Un consensus : l'importance de mettre **des pondérations différentes entre les indicateurs** (socio-économiques).
- Deux propositions : (a) réduire le poids de l'indicateur « **prix de l'eau** » et (b) augmenter celui de « **conflits d'eau** » (ceci étant cohérent avec l'intégration de dimensions complémentaires en lien avec le risque inondation et l'hydroélectricité dans cet indicateur). Il sera important cependant de conserver un certain équilibre entre les indicateurs proposés.
- Une question : ne faudrait-il pas baser les pondérations des indicateurs d'impact sur l'emploi (assurer que cet indicateur prenne en compte les impacts directs et indirects) sur la part relative de chaque secteur **à l'horizon 2050** (dans le futur, une pondération spécifique alors pour chaque scénario) plutôt que sur la part relative de chaque secteur **aujourd'hui** ?

Les échanges ont souligné l'importance de bien clarifier le rôle des Régions dans les différents scénarios.



DLI des enjeux de risque inondation



Adaptation des diagrammes logique d'impact (DLI) – qualité et risque inondation

B) Groupe 2

a. Critères – Indicateurs

Dans les critères, il manque la dimension « **santé** » qui est notamment influencée par l'importance de l'îlot de chaleur en milieu urbain.

Dans les logigrammes sur les critères socio-économiques, le critère « conflits d'usages » n'apparaît qu'en lien avec les enjeux de quantité, alors que ce critère devrait apparaître aussi sur les logigrammes « inondations » (acceptation ou non pour des agriculteurs que leurs champs soient inondés), « qualité » et « Etat écologique ». Parler peut-être de conflit d'usage et d'intérêt.

Pour les entreprises, le critère « Emploi » est trop restrictif. Pour les entreprises ajouter « **la santé des entreprises** » ou leur rentabilité ou leur capacité d'investissement.

Dans les logigrammes, des flèches manquent : certaines « boîtes » ne sont pas liées aux autres ou n'influent pas (pas de flèche) sur les critères d'évaluation socio-économique des scénarios. Sur le diagramme qui démarre sur « Evolution de la qualité des cours d'eau », qui influe sur « impact potentiel sur l'activité de baignade » qui influe sur « impact sur les populations résidentes » qui n'est ensuite plus lié à rien.

En plus, sur les diagrammes « Etat écologique des cours d'eau » et « Etat quantitatif », **ajouter par une flèche** sur l'influence de « l'importance de subventions publiques d'appui aux mesures par secteur (scénarios) » vers l'indicateur « Emploi du territoire ».

De même, il manque dans ces boîtes de raisonnement (logigrammes) l'aspect « **gestion et aménagement de l'espace** ». Il peut remplacer ou permettre de reformuler certaines « boîtes »

comme par exemple « donner de la place aux rivières » ou autres mesures d'aménagement de l'espace.

Changer le nom de l'indicateur « budget des collectivités » par « financement public » dans la mesure où une part vient de l'Etat, voire de l'Europe.

b. Indicateurs et pondération

L'indicateur « budget des collectivités ». Les pondérations des sous-critères devraient être faites en fonction des charges actuelles des collectivités dans les différents postes (rejets polluants, stockage ou soutien d'étiage, restauration des milieux....), comme pour l'emploi (pondéré par l'emploi actuel dans les différents secteurs d'activité).

L'indicateur « Prix de l'eau » devrait être renommé « coût de l'eau » puisqu'il intègre les taxes GEMAPI payées par les propriétaires fonciers. Il manque aussi dans cet indicateur ce que payent les **autres acteurs que les ménages** (les entreprises notamment). En conséquence, ajouter en sous-indicateur « **participation financière des activités éco** » avec un coefficient 1 de pondération. On a ainsi un indicateur global « coût de l'eau » dont la plupart des sous-indicateurs concernent les ménages, mais un sous-indicateur concerne les entreprises (important pour les scénarios où les paiements sont rééquilibrés entre ménages et autres préleveurs).

Dans les autres sous-indicateurs du prix ou coût de l'eau, faire passer la pondération de **l'assainissement dans la facture d'eau de 2 à 3** et la pondération des **prélèvements AEP de 3 à 2**.

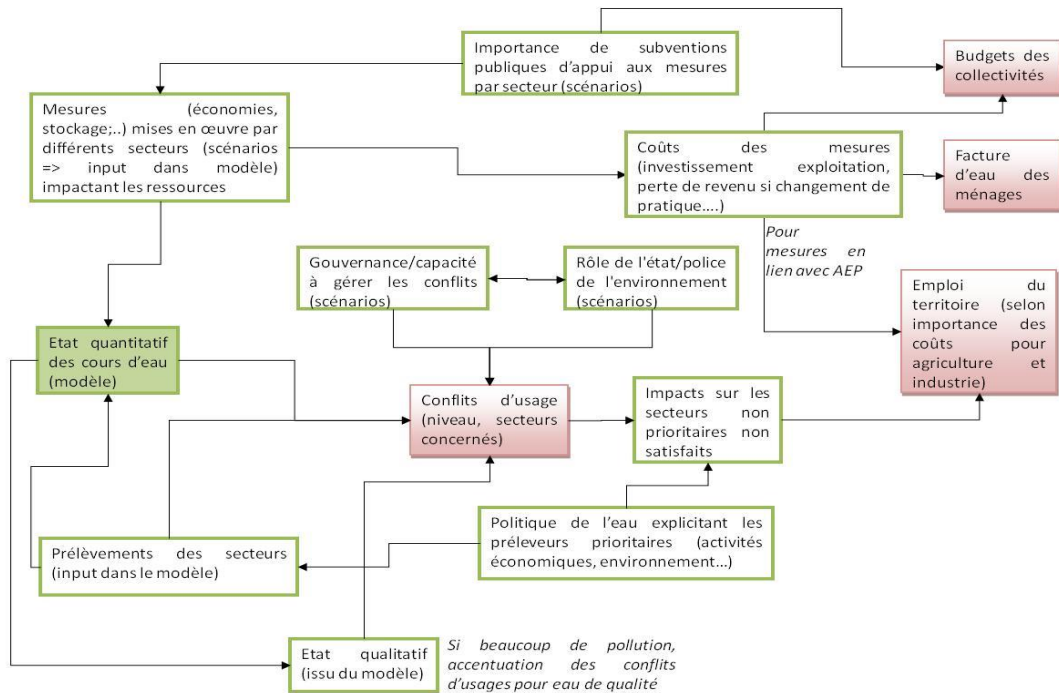
c. Résultats –Impacts

Sur le scénario « L'environnement comme facteur de développement » : expliquer pourquoi ce scénario apparaît comme le meilleur sur le critère « budget des collectivités » alors que les investissements sont énormes dans ce scénario. De même expliquer son résultat sur le critère « conflit d'usage » qui est aussi meilleur que pour les autres scénarios.

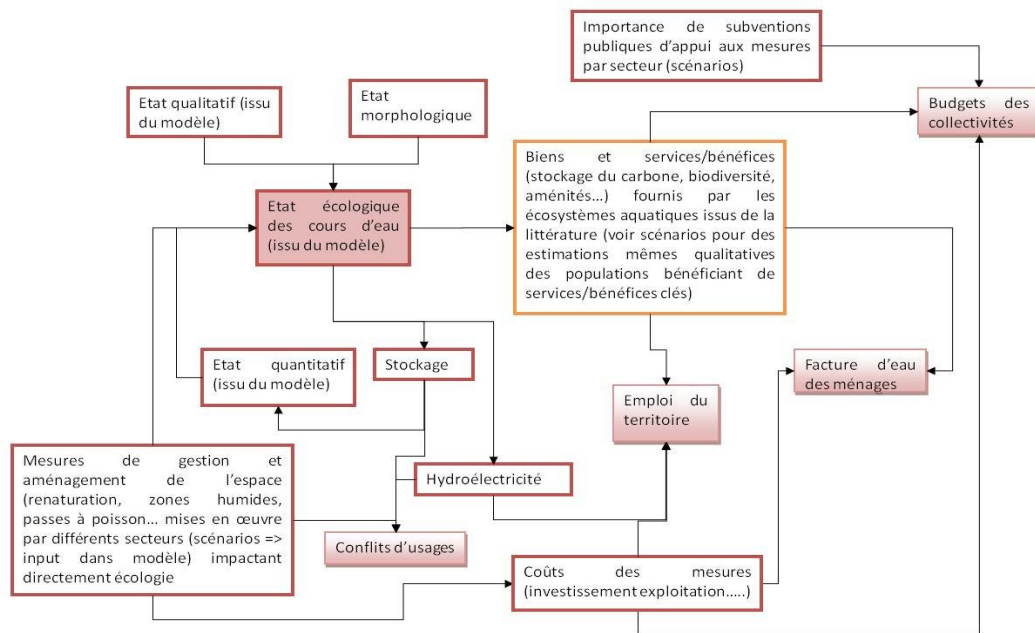
Pour caractériser chaque scénario par un indicateur synthétique : proposition de construire pour chaque scénario un indicateur qui soit la moyenne des 8 indicateurs de caractérisation des scénarios avec l'écart-type.

Les noms des scénarios. Pour éviter d'opposer économie et environnement « Tout pour l'économie » et « L'environnement comme facteur de développement » pourraient être renommés. « Tout pour l'économie » pourrait par exemple être renommé « Développement non durable ». « L'environnement comme facteur de développement » pourrait être renommé « L'environnement modèle sociétal » (le mot sociétal semble particulièrement adapté à ce scénario).

DLI des enjeux quantitatifs



DLI des enjeux de bon état des masses d'eau de surface



Adaptation des diagrammes logique d'impact (DLI) – quantité et état écologique

C) Groupe 3

Les participants ont apporté des modifications aux logigrammes. Les discussions ont porté en particulier sur les relations entre évolution des ressources en eau et aménagement du territoire d'une part, et emploi d'autre part. Les liens entre les 4 critères de gestion de l'eau ne figurent pas sur les logigrammes, ce qui en rend la compréhension difficile.

Les participants souhaitent l'ajout d'un critère qui traduise mieux le développement économique du territoire, l'emploi n'étant pas le seul indicateur. En effet, un secteur peut accroître son activité tout en réduisant l'emploi. L'emploi reste un indicateur important, en particulier pour orienter la décision publique, mais la valeur ajoutée des entreprises ou le montant des taxes professionnelles est jugé pertinent car cela contribue au budget des collectivités.

Le critère « emploi » ne devrait pas se limiter aux secteurs de l'agriculture, sylviculture, industrie et tourisme mais également intégrer les emplois indirects liés à ces secteurs ainsi que les emplois tertiaires.

Des modifications sont également souhaitées sur la pondération des indicateurs utilisés dans la construction des 4 critères socio-économiques. Pour le critère « conflit d'usage », la disponibilité de l'eau pour les milieux pourrait être notée 3/10 (au lieu de 4/10), la variabilité de la disponibilité de l'eau doit avant tout s'estimer entre bassins amont et aval, le rôle de l'Etat peut être porté à 2/10 car il est important pour le respect des règles liées à l'eau et le contrôle de l'application des SAGE. Les participants souhaitent que la pondération des indicateurs du critère « emploi » soit affichée. La pondération des indicateurs contribuant au critère « Budget des collectivités » pourrait être adaptée, selon les bassins versants, en fonction des enjeux prioritaires (l'inondation pour les secteurs en TRI, le stockage pour les secteurs en déficit, etc). Dans le critère « Prix de l'eau », les participants souhaitent que la taxe GEMAPI soit abaissée à 1/10 et que soit ajouté un indicateur portant sur l'investissement direct par les particuliers (doubles réseaux, récupérateurs d'eau de pluie, systèmes hydro-économes, etc) pondéré aussi 1/10. Ce critère pourrait être renommé « Coût de l'eau pour les ménages » afin de ne pas être confondu avec le prix de la facture d'eau.

La pondération sur 10 points permet de bien comprendre l'importance relative de chaque indicateur. Une pondération sur 9 ou 11 points serait moins facilement lisible. En revanche, il serait préférable que la note finale soit exprimée sur 100 points (donc de -100 pour les évolutions les plus négatives à +100 pour les évolutions les plus positives) pour éviter les décimales dans les tableaux de restitution.

Les participants tirent trois enseignements majeurs des résultats de l'analyse :

- Le scénario « tout pour l'économie » n'est pas bénéfique sur les 4 critères socio-économiques, contrairement à ce qui aurait été attendu.
- Les scénarios « environnement » et « activités qui préservent l'eau » ne sont pas néfastes pour les 4 critères socio-économiques, contrairement à ce qui aurait été attendu.
- Quel que soit le scénario, même le plus vertueux, le risque quantitatif reste toujours fort. Il faudrait être en mesure de proposer des pistes d'adaptation qui viennent apporter des solutions pour ne pas donner un sentiment de défaitisme.

L'aménagement du territoire, la préservation des sols et les changements de pratiques agricoles devront être mieux mis en avant pour les impacts positifs qu'ils génèrent. Ce sont ces changements qui seront à l'origine du changement.

D) En synthèse

Les messages clés issus des trois groupes soulignent la convergence en ce qui concerne les indicateurs proposés pour appréhender/résumer les impacts potentiels. Les participants proposent ainsi :

- **Trois indicateurs complémentaires « santé », « solidarité / responsabilité » et « valeur ajoutée » (ou « santé des entreprises ») ;**
- **Une adaptation des pondérations ;**
- **Une adaptation des logigrammes** pour mieux expliciter en particulier la construction du critère Conflit d'usages.

Les participants soulignent la nécessité de renommer les scénarios afin de ne pas opposer si frontalement environnement et économie, ce qui d'ailleurs ne se traduit pas dans les impacts. La différenciation devra aussi être plus marquée entre un scénario qui vise avant tout à préserver l'eau et un scénario envisageant toutes les problématiques environnementales de façon plus intégrée.



4) Quel scénario alternatif vous semble le plus souhaitable – et pourquoi ?

Au regard des facteurs clés et philosophies qui différencient les scénarios, les participants ont « joué le jeu » de choisir un scénario qui leur semblait le plus souhaitable pour le territoire de l'Adour et des côtiers basques. Le tableau ci-dessous résume les principales raisons avancées pour expliciter ce choix. Seuls trois scénarios ont été choisis : « compromis », « l'environnement comme facteur de développement », et « les activités qui préservent l'eau ».

Scénario	Mots clés qui justifient de ce choix
Compromis	Avancer à petits pas – chacun et d'une manière individuelle Une implication forte de l'Etat/de la puissance publique dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un « plan Marshall pour l'eau »
Les activités qui préservent l'eau	Equilibre Raison Nécessaire Réaliste Possible
L'environnement comme facteur de développement	Volonté globale Intégrateur Développement durable Préventif d'abord ! Ambitieux

A noter :

- *L'unique objectif des choix faits par chacun était d'explicitier les raisons de choix et les caractéristiques clés du scénario le justifiant ;*
- *Le nombre réduit de participants, ainsi que la faible représentation de certaines catégories d'acteurs, ne permet aucunement d'extrapoler les résultats à ce que pourrait être un scénario (ou des scénarii) souhaitable(s) pour l'ensemble des acteurs du territoire ;*
- *Les scénarios présentés seront affinés et consolidés au regard des contributions des participants à l'atelier (voir section 1) ci-dessus), ce travail de consolidation pouvant affecter certains choix.*

Différentes conditions nécessaires à la mise en œuvre du scénario choisi (ou plus généralement de tout scénario volontariste qui sortirait du tendanciel) ont été identifiées, en particulier :

- L'importance d'une approche basée sur la solidarité et le dialogue (telle que pratiquée aujourd'hui dans le Conseil de Développement de l'Adour) – en assurant d'élargir au-delà du simple « cercle des acteurs de l'eau » (mobiliser en particulier les acteurs de l'aménagement du territoire)
- L'importance de mobiliser des jeunes pour choisir le scénario jugé le plus souhaitable
- L'importance des financements pour que le scénario se réalise (« plan Marshall »), mobilisant toutes les ressources disponibles
- Faire renaître le bon sens
- Jongler avec les règles d'une manière innovante (reconnaissant cependant l'utilité des règles) – plus généralement innover/appuyer l'innovation
- Communiquer et informer (en assurant que chacun s'y retrouve dans les messages) – en améliorant la manière dont chaque scénario se raconte

- Impulser, avoir un « chef d'orchestre » qui ait du pouvoir/de l'autorité, assurer qu'il ait des ressources allouées
- Eviter d'être trop tranché => ne pas diviser, se baser sur le consensus et le multi-solutions
- Responsabiliser les territoires et les secteurs, pour tenir compte de leurs spécificités dans l'élaboration de solutions pertinentes, et nécessitant une bonne appropriation des enjeux par tous et une mobilisation dans la mise en œuvre de solutions
- Le scénario ? Une histoire à construire et faire vivre par chacun => comment la mettre en œuvre ?

5) En conclusion

Les **éléments issus des discussions** seront **synthétisés** et envoyés à tous les participants, le diaporama et les tableaux présentant les travaux préliminaires étant également partagés. Ces éléments serviront **à adapter le travail d'évaluation** et la priorisation des scénarios au regard des impacts potentiels attendus – les propositions de l'atelier (par exemple, le choix d'indicateurs nouveaux « valeur », « santé » et « contribution/solidarité/autonomie/flux financier ») étant discuté avec le COTECH de l'étude dans un premier temps pour validation.

Les étapes à venir ?

- Un **Comité de pilotage en octobre** pour discuter des scénarios et de leurs impacts et choisir le ou les scénarios alternatifs jugés le/les plus souhaitables ;
- Une **réunion publique** de présentation des résultats de la Phase 2 de l'étude (fin octobre 2018 - date et lieu à définir) ;
- Le démarrage du travail de la **Phase 3** sur les pistes d'adaptation (ce travail mobilisant directement les contributions faites lors de la dernière session de l'atelier), avec en particulier l'organisation d'un atelier de travail « COPIL élargi » associant membres du comité de pilotage et acteurs clés du territoire pour travailler sur les actions à mettre en œuvre pour converger vers le scénario jugé le plus souhaitable.

Annexe I – Liste des participants à l'atelier du 25 juin 2018

Marion ALVAREZ – SAGE Midouze
Benoit AUBRIOT – Rayonier A.M. Tartas
Marie BAREILLE – SAGE Adour Aval
Anne BORDESSOULLES – GDSAA
Patrick BORNUAT – SMHMA
Sandrine BUTRUILLE – CD 65
Claire CAZARRES – CAUE Landes
Valérie CHESNEAU – Les Esturgeons de l'Adour
Floriane DYBUL – SAGE Adour Amont
Louise FABRE – CIVAM Bio des Landes
Frédéric FOURNIER – DDT 65
Cécile GALLATO – AUDAP
Ludovic GERMA – SIAVBA
Bernard GRIHON – Chambre d'Agriculture 40 / Irrigadour
Anne-Valérie HAU-BARRAS – BRGM
Léo JAVELLOT – Institution Adour
Daniel LEPERCQ – CACG
Véronique MICHEL – Grand Dax
Anne PERROT – Institution Adour, Natura 2000
Christophe RAMBEAU – Agence de l'eau Adour-Garonne
Philippe REGNACQ – Observatoire de l'Eau du Bassin de l'Adour
Stéphane SIMON – Institution Adour, Ressource en eau
Bruno SIRVEN – Arbre et Paysage 32
Florian URBAN – Projet de territoire Adour en Amont de Aire
André VILLEMUR – EDF